

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

6 décembre 2005

PROPOSITION DE LOI

**relative à l'imputation sur l'impôt des
personnes physiques d'un crédit d'impôt
de 20 euros lors de l'introduction d'une
déclaration électronique**

(déposée par MM. Bart Tommelein,
Daniel Bacquelaine, Luc Gustin, Eric Massin
et Mme Annemie Roppe)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

6 december 2005

WETSVOORSTEL

**betreffende de verrekening in de
personenbelasting van een belastingkrediet
van 20 euro bij het indienen van een
elektronische aangifte**

(ingediend door de heren Bart Tommelein,
Daniel Bacquelaine, Luc Gustin, Eric Massin,
en mevrouw Annemie Roppe)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à encourager l'introduction électronique de la déclaration d'impôts par le biais d'une prime de 20 euros.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het elektronisch indienen van de belastingaangifte aan te moedigen met een premie van 20 euro.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM :</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT :</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM :</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT :</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi n° 3-1236/1 déposée au Sénat par Mme Stéphanie Anseeuw et M. Jean-Marie Dedecker.

1. — INTRODUCTION

L'administration électronique est importante en ce qu'elle permet aux pouvoirs publics d'améliorer sensiblement la qualité du service au citoyen et aux entreprises.

Les systèmes de paiement en ligne constituent le fer de lance de l'administration électronique et de la simplification administrative. Tout le monde ou presque a des contacts avec l'administration fiscale. Avec le site *Tax-on-web*, l'administration électronique devient une réalité tangible pour le citoyen. Dans notre pays, la déclaration fiscale électronique est possible depuis 2003 et elle connaît un succès relativement important. En 2004, 250 000 déclarations ont été introduites par le biais du site public *Tax-on-web*, soit trois fois plus qu'en 2003. Cette progression est due au fait que la procédure d'inscription a été simplifiée, que les indépendants et les chefs d'entreprise peuvent eux aussi désormais y recourir et que chacun peut utiliser le module de simulation pour calculer le montant de ses impôts.

Toutefois, le potentiel demeure encore très élevé dans la mesure où le nombre total de personnes tenues de déclarer leurs revenus est proche de quatre millions. Il s'écoulera encore beaucoup de temps avant que la nouvelle procédure entre dans les mœurs. Le problème essentiel est que tout le monde n'est pas convaincu de la plus-value considérable que la déclaration électronique représente par rapport à la déclaration classique. La présente proposition de loi vise à rallier les indécis.

À l'heure actuelle, la plus-value pour le citoyen se concrétise essentiellement comme suit:

1) lors de l'introduction des données, le système vérifie si un certain nombre de conditions formelles essentielles sont remplies;

2) il délivre un accusé de réception;

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van het wetsvoorstel nummer 3-1236/1 van mevrouw Stéphanie Anseeuw en de heer Jean-Marie Dedecker neergelegd in de Senaat.

1. — INLEIDING

E-government is belangrijk omdat het de dienstverlening van de overheid naar de burger en de bedrijfswereld toe significant kan verbeteren.

*On-line*belastingssystemen zijn een speerpunt in *e-government* en administratieve vereenvoudiging. Nageenog iedereen komt in aanraking met de fiscale administratie. *Tax-on-web* maakt *e-governance* voor de burger zichtbaar. De elektronische aangifte is sinds 2003 in ons land mogelijk en het succes ervan is relatief belangrijk. In 2004 werden er 250.000 aangiften via de overheidssite *Tax-on-web* ingediend. Dit is driemaal zoveel als in 2003 en valt te verklaren doordat de inschrijvingsprocedure is vereenvoudigd, de zelfstandigen en bedrijfsleiders er nu ook gebruik van kunnen maken en iedereen de simulatiemodule voor de berekening van de belastingen kan gebruiken.

Het potentieel is echter nog zeer groot, vermits er in het totaal bijna 4.000.000 aangifteplichtigen zijn. Er is nog een lange weg te gaan voor de nieuwe procedure ingeburgerd is. Het probleem is vooral dat niet iedereen overtuigd is dat de elektronische weg veel meerwaarde biedt ten opzichte van de klassieke aangifte. Dit wetsvoorstel wil hen over de streep trekken.

De meerwaarde voor de burger moet tot op heden vooral worden gezocht in:

1) het feit dat er bij het indienen gecontroleerd wordt of er voldaan is aan een aantal essentiële voorwaarden;

2) het ontvangstbewijs;

3) le site internet Tax-on-web donne au citoyen la possibilité de calculer lui-même le montant de ses impôts;

4) dans le futur, le contribuable recevra plus vite l'avis d'imposition extrait de rôle étant donné que la déclaration sera transmise non pas au bureau local des contributions, mais à l'administration centrale;

5) comme les données ne doivent plus être réintroduites par un fonctionnaire des contributions, le risque d'erreurs diminue;

6) les attestations, les extraits de compte et les factures ne doivent plus être renvoyés. Ils ne doivent être présentés que si le fonctionnaire des contributions en fait la demande.

Pour de nombreux contribuables, l'introduction d'une déclaration électronique ne va pas de soi. À l'heure actuelle, cela requiert encore de la part de l'utilisateur un certain nombre d'opérations qui ne sont pas évidentes pour tout le monde. L'instauration de la carte d'identité électronique facilite l'introduction en ligne des déclarations fiscales, mais elle n'est pas encore généralisée. Il faut parvenir à vaincre les craintes de l'utilisateur.

C'est pourquoi nous préconisons l'octroi d'un crédit d'impôt de 20 euros aux contribuables qui introduisent leur déclaration à l'impôt des personnes physiques par voie électronique.

Le gain de temps qui en résulte pour le fisc laissera aux contrôleurs davantage de latitude pour procéder à des contrôles individuels effectifs.

2.— L'IMPACT DE LA PRÉSENTE PROPOSITION EN TERMES D'ÉCONOMIE

Pour les pouvoirs publics, les prestations de services par voie électronique représentent de manière générale une importante source d'économie, en particulier dans le domaine fiscal.

La déclaration électronique entraîne une diminution de la charge de travail. Les déclarations papier doivent toutes être introduites dans le fichier informatique par le service de mécanographie. Certes, la nouvelle déclaration papier simplifiée réduit cette charge de travail, mais, dans bien des cas, il faudra encore se résoudre à retaper les données.

Un autre avantage est que les contrôleurs ne devront plus réaliser eux-mêmes une série de vérifications simples. De l'avis de l'administrateur général de l'Adminis-

3) de la possibilité pour le citoyen de calculer lui-même le montant de ses impôts sur la déclaration d'impôt des personnes physiques sur la déclaration d'impôt des personnes physiques;

4) le fait que la déclaration d'impôt des personnes physiques sera transmise non pas au bureau local des contributions, mais à l'administration centrale;

5) le fait que les données ne doivent plus être réintroduites par un fonctionnaire des contributions, le risque d'erreurs diminue;

6) le fait que les attestations, les extraits de compte et les factures ne doivent plus être renvoyés. Ils ne doivent être présentés que si le fonctionnaire des contributions en fait la demande.

Pour de nombreux contribuables, l'introduction d'une déclaration électronique ne va pas de soi. À l'heure actuelle, cela requiert encore de la part de l'utilisateur un certain nombre d'opérations qui ne sont pas évidentes pour tout le monde. L'instauration de la carte d'identité électronique facilite l'introduction en ligne des déclarations fiscales, mais elle n'est pas encore généralisée. Il faut parvenir à vaincre les craintes de l'utilisateur.

C'est pourquoi nous préconisons l'octroi d'un crédit d'impôt de 20 euros aux contribuables qui introduisent leur déclaration à l'impôt des personnes physiques par voie électronique.

Le gain de temps qui en résulte pour le fisc laissera aux contrôleurs davantage de latitude pour procéder à des contrôles individuels effectifs.

2.— HET KOSTENBESPRENDEND EFFECT VAN DIT VOORSTEL

Elektronische dienstverlening betekent in het algemeen een belangrijke bron van kostenbesparing voor de overheid. In de fiscale sfeer is dit zeer zeker het geval.

De elektronische aangifte levert een vermindering van de werklust op. De papieren aangiftes moeten allemaal door de mechanografische dienst in het computerbestand worden ingebracht. Met de nieuwe vereenvoudigde papieren aangifte vermindert de werklust, doch er zal nog vaak moeten worden teruggegrepen naar het overtypen van de gegevens.

Een bijkomend voordeel is dat een aantal eenvoudige verificaties niet meer door de controleurs zelf moeten geschieden. Dit bespaart de fiscus veel tijd, aldus

tration de la fiscalité des entreprises et des revenus, cela représente un gain de temps considérable pour le fisc.

Si chaque contribuable introduisait sa déclaration par voie électronique, cela permettrait d'affecter 6 000 personnes à d'autres tâches¹. À cet égard, le ministre des Finances, M. Reynders, a déclaré en 2003 que plus il y aura de contribuables qui introduiront leur déclaration fiscale par voie électronique, plus on pourra affecter de fonctionnaires à des tâches de contrôle et de lutte contre la fraude fiscale².

Un autre avantage de la déclaration électronique est que les contrôleurs peuvent également consulter la déclaration par le biais du fichier B-Tax, ce qui permet de procéder à un premier contrôle sommaire.

Le risque d'erreurs est limité. De surcroît, le travail du personnel gagne en intérêt. C'est pourquoi la France accorde une réduction d'impôt à ses citoyens qui introduisent leur déclaration par voie électronique.

Le ministre Reynders lui-même a reconnu que l'objectif est d'augmenter le nombre de déclarations électroniques, un objectif auquel nous adhérons. Le potentiel en matière de déclarations électroniques demeure très élevé (250 000 déclarations sur 4 000 000).

Selon une étude récente de la Fédération des entreprises de Belgique³, 73% des chefs d'entreprise se montrent intéressés par la déclaration fiscale électronique, un chiffre non négligeable quand on sait que 744 000 indépendants et titulaires de professions libérales sont assujettis à l'impôt.

L'exemple des pays nordiques, où l'internet est ancré depuis longtemps dans les habitudes, montre que l'impact en termes d'économie est considérable.

En Norvège, le «*Inland Revenue Department*» a fait savoir que l'introduction de la déclaration fiscale électronique a entraîné une augmentation des recettes de l'ordre d'un milliard de couronnes norvégiennes, de sorte que les recettes fiscales ont augmenté de 400 millions de couronnes sur une base annuelle⁴.

Par ailleurs, le département en question a réalisé d'importantes économies en automatisant les processus manuels et en réduisant de 200 unités le nombre de travailleurs équivalents temps plein.

¹ Broeckmeyer, Y., De Tijd, 29 juillet 2003

² Corthouts, B., «*Bijna 57 000 elektronische belastingaangiften*», 12 octobre 2003

³ Fédération patronale FEB: «*Overheid moet beter communiceren over e-government*», cité par Smets, Fr., De Morgen: «*Driemaal meer belastingaangiften via internet*», 3 décembre 2004.

⁴ www.skatteEtaten.no

de administrateur-generaal van de van de Dienst Ondernemings- en Inkomensfiscaliteit.

Als iedereen gebruik zou maken van de elektronische aangifte kunnen er tot 6.000 personen worden vrijgemaakt¹. Minister van Financiën Reynders stelde hieromtrent in 2003: «Hoe meer mensen hun belastingen elektronisch indienen hoe meer ambtenaren kunnen worden ingezet voor controles en de strijd tegen de fiscale fraude.²»

Een ander voordeel van de elektronische aangifte is dat de controleurs de aangifte ook via het bestand B-tax kunnen raadplegen. Aldus kan een eerste summier controle worden uitgevoerd.

De kans op vergissingen wordt beperkt. Het werk van het personeel wordt daarenboven interessanter. In Frankrijk kunnen burgers daarom een korting krijgen, als zij hun aangifte elektronisch indienen.

Minister Reynders gaf zelf aan dat het de bedoeling is om het aantal elektronische aangiften op te trekken. Wij zijn het met hem eens. Het potentieel inzake elektronische aangiften is nog zeer groot (250 000 aangiften op 4 000 000).

73% van de bedrijfsleiders blijkt interesse te vertonen voor de elektronische belastingaangifte, aldus een recent onderzoek van het Verbond van Belgische Ondernemingen³. Dit is niet onbelangrijk aangezien 744.000 zelfstandigen en beoefenaars van vrije beroepen belastingplichtig zijn.

Het voorbeeld van de Noorse landen, waar internet reeds langer ingeburgerd is, toont aan dat het kostenbesparend potentieel zeer groot is.

In Noorwegen rapporteerde de «*Inland Revenue Department*» dat de elektronische belastingaangifte resulteerde in een stijging van de inkomsten met 1 miljard Noorse kronen. De belastinginkomsten stegen hierdoor op jaarbasis met 400 miljoen kronen⁴.

Verder realiseerde het departement aanzienlijke besparingen door automatisering van de manuele processen en het terugbrengen van het aantal full-time equivalente werknemers met 200 eenheden.

¹ Broeckmeyer, Y., De Tijd, 29 juni 2003.

² Corthouts, B., «*Bijna 57 000 elektronische belastingaangiften*», 12 oktober 2003.

³ Werkgeversfederatie VBO: «*Overheid moet beter communiceren over e-government*», aangehaald door Smets, Fr., De Morgen: «*Driemaal meer belastingaangiften via internet*», 3 december 2004.

⁴ www.skatteetaten.no

En Irlande, le service «*Revenue Online Service*», www.ros.ie, fait lui aussi état d'économies du même ordre et précise que l'indication en ligne de l'impôt sur le revenu pour les indépendants fera baisser de 33% le coût des opérations de traitement manuel pour les pouvoirs publics⁵.

Aux États-Unis, 2,4 millions de contribuables ont introduit leur déclaration en ligne. Le service «*Internal Revenue Service*» estime que les moyens libérés grâce à la réduction des charges administratives des services des contributions permettent le recrutement de 2 200 contrôleurs fiscaux supplémentaires. L'augmentation du nombre de déclarations en ligne entraîne ainsi un glissement des moyens vers les tâches de contrôle et de lutte contre la fraude sans que le service aux clients n'en pâtisse.

3.— L'EXEMPLE FRANÇAIS

Depuis 2005, les Français qui introduisent leur déclaration fiscale en ligne bénéficient d'une réduction d'impôt de 20 euros. Par cette mesure, le gouvernement français entend encourager l'utilisation des applications de l'administration électronique. La mesure résulte d'une initiative de l'Agence pour le développement de l'administration électronique (en abrégé, ADAE).

Les adversaires de cette mesure ont estimé que celle-ci était antidémocratique, dans la mesure où une amende sanctionnerait les personnes ne disposant pas d'un ordinateur connecté à l'internet.

C'est totalement faux. En effet, le contribuable qui introduit sa déclaration fiscale par voie électronique bénéficie d'une réduction d'impôt. Personne n'est sanctionné. On prévoit simplement une récompense sous la forme d'une réduction d'impôt. En Belgique, chaque commune possède une bibliothèque publique offrant un accès à l'Internet.

Étant donné qu'elle est forfaitaire, la réduction revêt une importance relative plus grande pour les personnes défavorisées. La présente proposition de loi constitue dès lors en premier lieu un incitant pour ces personnes. En effet, ce sont celles qui utilisent le moins les applications internet. La plupart des personnes très qualifiées n'ont pas besoin d'être incitées. Elles remplissent déjà leur déclaration en ligne, de toute manière. Notons encore à cet égard que l'on a constaté, au Canada, que le site *tax-on-web* constituait pour de nombreuses personnes une occasion directe d'apprendre à utiliser internet. La présente proposition de loi est donc de nature à contribuer à réduire la fracture numérique.

⁵ Accenture: *The Government Executive Series: e-Government Leadership: High Performance, Maximum Value.*

Ook de Ierse «*Revenue Online Service*», www.ros.ie, meldt besparingen van een gelijkaardige grote. Zij stellen dat door het on line aangeven van de inkomstenbelastingen voor zelfstandigen de kosten van de manuele verwerkingsprocessen voor de overheid met 33% zullen dalen⁵.

In de Verenigde Staten hebben 2,4 miljoen belastingplichtigen hun aangifte on line verricht. De «*Internal Revenue Service*» meent dat de vrijgekomen middelen door de vermindering van de administratieve last van de belastingdiensten toelaten om 2.200 bijkomende belastingcontroleurs aan te stellen. Aldus resulteert de stijging van het aantal *on-line*aangiftes in een verschuiving van de middelen naar de handhaving en de strijd tegen de fraude, zonder dat de dienstverlening ten aanzien van de klanten eronder lijdt.

3. — HET FRANSE VOORBEELD

Sinds 2005 krijgen de Fransen die on line hun belastingformulier invullen een korting van 20 euro. Met die maatregel wil de Franse regering het gebruik van *e-gov*-toepassingen aanmoedigen. De maatregel is een initiatief van het «*Agence pour le développement de l'administration électronique*» (hierna ADAE).

De tegenstanders van het voorstel meenden dat die maatregel ondemocratisch zou zijn. De personen zonder pc met internettoegang zouden worden gestraft met een boete.

Dit klopt geenszins. De belastingplichtige die zijn belastingen elektronisch indient krijgt immers een korting. Niemand wordt bestraft. Men wordt enkel beloond met een korting. In België is er in elke gemeente een openbare bibliotheek waar men op het internet kan.

Gezien de korting forfaitair is, is ze relatief belangrijker voor de minder begoeëden. Het wetsvoorstel is daarom in de eerste plaats voor hen een stimulans. Het zijn immers zij die het minst gebruik maken van internettoepassingen. De meeste hooggeschoolden hebben geen stimuli nodig. Zij doen die aangifte hoe dan ook al *on line*. In dit verband kan nog opgemerkt worden dat in Canada werd vastgesteld dat *tax-on-web* voor veel mensen een directe aanleiding vormde om te leren werken met internet. In die zin kan het voorstel een bijdrage leveren om de digitale kloof te helpen dichten.

⁵ Accenture: *The Government Executive Series: e-Government Leadership: High Performance, Maximum Value.*

La réduction d'impôt n'engendre aucun coût supplémentaire pour les pouvoirs publics étant donné que l'introduction des déclarations par voie électronique épargne une lourde besogne au fisc. Le contribuable est récompensé pour la bonne gestion des finances publiques: «Comparée au traitement papier, la déclaration de revenus sur Internet est une source d'économies substantielles pour les services fiscaux. Le crédit d'impôt alloué aux internautes n'est donc pas un simple «cadeau fiscal», mais plus précisément un moyen de récompenser l'internaute pour sa contribution à la bonne gestion des finances publiques⁶.».

Selon les Annales du Sénat français, les progrès en matière de «télédéclaration» sont impressionnants, mais cette procédure qui permet à l'administration de traiter les déclarations plus rapidement, à un coût inférieur à celui de la déclaration papier, n'est utilisée à ce jour que par un nombre limité de contribuables⁷. Le secrétaire d'État français au Budget et à la Réforme budgétaire, Dominique Bussereau, a souligné l'importance majeure de cette mesure du point de vue de l'intérêt général. Il y va en effet de la modernisation des pouvoirs publics et de l'administration fiscale.

L'initiative française connaît un très vif succès. Le recours aux services de taxation en ligne en France dépasse toutes les espérances. Le 19 avril 2005, plus de 2,8 millions de déclarations fiscales avaient déjà été introduites par le biais d'internet. L'objectif initial était de recevoir 1,5 million de déclarations électroniques. Eu égard au succès éclatant de cette mesure, le délai d'introduction de la déclaration a été prolongé de deux semaines pour tous les contribuables. Ainsi, 10% des contribuables français introduiront leur déclaration par l'internet, soit un pourcentage double de celui enregistré en 2004 (moins de 4%).

En France, la mesure restera applicable jusqu'en 2007, année au cours de laquelle on procédera à une évaluation afin d'examiner l'opportunité d'une extension du crédit d'impôt de 20 euros à des déclarations autres que la déclaration à l'impôt des personnes physiques.

De korting brengt geen meerkost met zich mee voor de overheid daar de elektronische aangifte veel werk bespaard aan de fiscus. De belastingplichtige wordt beloond voor het goede beheer van de publieke financiën: «*Comparé au traitement papier, la déclaration de revenus sur Internet est une source d'économies substantielles pour les services fiscaux. Le crédit d'impôt alloué aux internautes n'est donc pas un simple «cadeau fiscal», mais plus précisément un moyen de récompenser l'internaute pour sa contribution à la bonne gestion des finances publiques*⁶.».

Luidens de Handelingen van de Franse Senaat is de vooruitgang inzake de «télédéclaration» indrukwekkend, maar die procedure welke de administratie toelaat om de aangiftes sneller te verwerken tegen een lagere kostprijs dan die welke voortvloeit uit de papieren aangifte, wordt tot op heden slechts door een beperkt aantal belastingplichtigen aangewend⁷. De Franse staatssecretaris voor het Budget en de Budgettaire Hervorming, Dominique Bussereau, stelde dat die maatregel een belangrijke bepaling van algemeen belang is. De modernisering van de overheid en de fiscale administratie staan hier op het spel.

Het Franse initiatief is een overdonderend succes. De Franse *e-tax*-diensten overtreffen de wildste verwachtingen. Op 19 april 2005 waren er reeds meer dan 2,8 miljoen belastingaangiftes ingediend via de webstek. De aanvankelijke doelstelling was om 1,5 miljoen aangiftes te ontvangen via internet. Door het eclatante succes werd de indieningstermijn voor de aangifte voor alle belastingplichtigen verlengd met twee weken. Aldus zal 10% van de Franse belastingplichtigen zijn aangifte via het internet doen. Dit is meer dan een verdubbeling, vergeleken met 2004 (minder dan 4%).

De Franse maatregel geldt tot 2007. In 2007 volgt er een evaluatie teneinde te bepalen of de korting van 20 euro zal worden uitgebreid tot andere aangiftes dan de personenbelasting.

⁶ <http://www.01net.com/article/262686.html>

⁷ Réduction d'impôt pour déclaration électronique, projet de loi de finances pour 2005, Sénat.

⁶ <http://www.01net.com/article/262686.html>

⁷ Réduction d'impôt pour déclaration électronique, projet de loi de finances pour 2005, Sénat.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

À l'instar de ce qui se fait en France, un crédit d'impôt de 20 euros est accordé à tout contribuable qui introduit sa déclaration à l'impôt des personnes physiques par le biais d'internet. La technique du crédit d'impôt permet de toucher l'ensemble des contribuables. En effet, l'introduction des déclarations par le biais d'internet permet la réalisation d'économies substantielles et génère des recettes supplémentaires considérables, comme le montrent les exemples norvégien et irlandais. On peut parler de retombées positives immédiates. L'augmentation du nombre de déclarations en ligne permet aussi un glissement des moyens vers les tâches de contrôle et de lutte contre la fraude ainsi qu'une intensification du service aux contribuables. La mesure proposée sera applicable en 2005, 2006 et 2007, année au cours de laquelle on procédera à une évaluation du crédit d'impôt.

Article 3

Nous souhaitons que la présente proposition de loi entre en vigueur au plus vite. C'est pourquoi il est dérogé à la règle qui prévoit l'entrée en vigueur dix jours après la publication.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Naar Frans voorbeeld wordt een belastingkrediet van 20 euro toegekend aan elke belastingplichtige die zijn aangifte in de personenbelasting indient via het internet. De techniek van het belastingkrediet laat toe om alle belastingplichtigen te bereiken. De aangifte via het internet leidt immers tot substantiële kostenbesparingen en resulteert tevens in aanzienlijke meerinkomsten, zoals de Noorse en Ierse voorbeelden aantonen. Er is sprake van een onmiddellijk terugverdieneffect. De stijging van het aantal *on-line*aangiften laat tevens een verschuiving van de middelen toe naar de handhaving en de fraudebestrijding en tegelijkertijd stijgt de dienstverlening ten aanzien van de belastingsplichtigen. De maatregel geldt voor de jaren 2005, 2006 en 2007. In 2007 wordt het belastingkrediet geëvalueerd.

Artikel 3

De indieners willen dit wetsvoorstel zo snel mogelijk in werking laten treden. Daarom wordt afgeweken van de 10-dagenregel na de bekendmaking.

Bart TOMMELEIN (VLD)
Daniel BACQUELAINE (MR)
Luc GUSTIN (MR)
Eric MASSIN (PS)
Annemie ROPPE (sp.a-spirit)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 307*bis* du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'arrêté royal du 27 mars 2003, est complété par un § 3, libellé comme suit:

«§ 3 — Les contribuables qui, en 2005, 2006 et 2007, ont transmis une déclaration au sens du § 1^{er} dans le délai prévu à l'article 308, § 1^{er}, bénéficient d'un crédit d'impôt de 20 euros imputé sur l'impôt des personnes physiques et ce, pour chacun des exercices d'imposition en question.».

Art. 3

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

28 novembre 2005

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 307*bis* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door het koninklijk besluit van 27 maart 2003, wordt aangevuld met een § 3, luidende:

«§ 3 — Voor de belastingplichtigen die in 2005, 2006 en 2007 een aangifte, zoals bedoeld in § 1, binnen de termijn bedoeld in artikel 308, § 1, hebben overgelegd, wordt met de personenbelasting een belastingkrediet verrekend van 20 euro voor elk van die aanslagjaren.».

Art. 3

Deze wet treedt in werking de dag waarop hij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

28 november 2005

Bart TOMMELEIN (VLD)
Daniel BACQUELAINE (MR)
Luc GUSTIN (MR)
Eric MASSIN (PS)
Annemie ROPPE (sp.a-spirit)

TEXTE DE BASE

10 avril 1992

Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 307*bis*

§ 1^{er}.

La déclaration électronique mise à disposition par le Service Public Fédéral Finances, remplie et transmise conformément aux indications qui y figurent, est assimilée à une déclaration certifiée exacte, datée et signée visée à l'article 307, § 2.

§ 2.

Les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la déclaration sont applicables à la déclaration électronique pour autant que ces dispositions ne soient pas en raison de leur nature ou de leurs modalités incompatibles avec celle-ci.

TEXTE DE BASE ADAPTE A LA PROPOSITION

10 avril 1992

Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 307*bis*

§ 1^{er}.

La déclaration électronique mise à disposition par le Service Public Fédéral Finances, remplie et transmise conformément aux indications qui y figurent, est assimilée à une déclaration certifiée exacte, datée et signée visée à l'article 307, § 2.

§ 2.

Les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la déclaration sont applicables à la déclaration électronique pour autant que ces dispositions ne soient pas en raison de leur nature ou de leurs modalités incompatibles avec celle-ci.

§ 3.

Les contribuables qui, en 2005, 2006 et 2007, ont transmis une déclaration au sens du § 1^{er} dans le délai prévu à l'article 308, § 1^{er}, bénéficient d'un crédit d'impôt de 20 euros imputé sur l'impôt des personnes physiques et ce, pour chacun des exercices d'imposition en question.¹

¹ Art. 2: ajout.

BASISTEKST**10 april 1992****Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992***Art. 307bis***§ 1.**

De elektronische aangifte, door de Federale Overheidsdienst Financiën ter beschikking gesteld, die werd ingevuld en overgezonden overeenkomstig de daarin voorkomende aanduidingen, wordt gelijkgesteld met een gewaarmerkte, gedagtekende en ondertekende aangifte bedoeld in artikel 307, § 2.

§ 2.

De bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de aangifte zijn van toepassing op de elektronische aangifte voorzover deze bepalingen omwille van hun aard of hun modaliteiten er niet strijdig zouden mee zijn.

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL**10 april 1992****Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992***Art. 307bis***§ 1.**

De elektronische aangifte, door de Federale Overheidsdienst Financiën ter beschikking gesteld, die werd ingevuld en overgezonden overeenkomstig de daarin voorkomende aanduidingen, wordt gelijkgesteld met een gewaarmerkte, gedagtekende en ondertekende aangifte bedoeld in artikel 307, § 2.

§ 2.

De bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de aangifte zijn van toepassing op de elektronische aangifte voorzover deze bepalingen omwille van hun aard of hun modaliteiten er niet strijdig zouden mee zijn.

§ 3.

Voor de belastingplichtigen die in 2005, 2006 en 2007 een aangifte, zoals bedoeld in § 1, binnen de termijn bedoeld in artikel 308, § 1, hebben overgelegd, wordt met de personenbelasting een belastingkrediet verrekend van 20 euro voor elk van die aanslagjaren.¹

¹ Art. 2: aanvulling.